



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Le-nerf-de-la-guerre>

Éditorial

Le nerf de la guerre !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1988 à 1997 - Année 1988 - N° 867 - mai 1988 -

Date de mise en ligne : jeudi 16 juillet 2009

Date de parution : mai 1988

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il est évidemment impossible, dans un journal mensuel de suivre l'actualité au jour le jour et nous ne pouvons donc guère commenter la campagne électorale : les propos des candidats courageux (1) qui se sont présentés sans espoir seront déjà oubliés quand sortira ce numéro, entre les deux tours !

Nous sommes tous d'accord de voir que les candidats les plus populaires sont finalement d'accord pour mettre l'économie au service des entreprises. Pour les candidats de droite, c'est l'essentiel ; pour celui de gauche on peut, peut-être, espérer un discours un peu plus sincère d'intervention de l'Etat pour une redistribution plus juste -mais si peu- des profits.

Le candidat d'extrême-droite tient un raisonnement qui a fait ses preuves dans les années 30. Tout était alors de la faute des Juifs. Pour lui, tout est aujourd'hui de la faute des immigrants. On a vu maintes ces analyses sommaires.

Mais les "petits candidats" n'ont guère voulu, eux non plus. Mettons à part le candidat vert qui a su dire qu'en notre époque d'abondance potentielle, c'est un revenu maximum et non minimum qu'il faudrait garantir à tous. Les autres ne rêvent que de travail. Ariette Laguiller, par exemple, dont la voix vibre d'émotion et sans artifice, quand elle parle ses "travailleuses, travailleurs" ; reproche au patronat de moderniser les entreprises c'est-à-dire d'en réduire les effectifs pour qu'elles soient plus "rentables". Elle devrait savoir que c'est l'aboutissement logique de tous les progrès accumulés afin de soulager l'être humain de sa peine à assurer sa survie. Qu'elle réclame donc le partage des fruits de cette production robotisée et non pas du travail, lorsque celui-ci n'est plus utile !

Mais comment faire profiter tout le monde des fruits des progrès techniques ? En réduisant la main-d'oeuvre nécessaire, ceux-ci font diminuer le pouvoir d'achat distribué, alors ? Comment faire vivre ceux dont le travail n'est plus nécessaire ? Voilà le vrai, le seul, le plus urgent problème de notre temps. Pas un seul candidat ne l'a abordé. Pourquoi ?

Parce qu'il repose sur la remise en question de la création monétaire. Et cette question paraît un véritable tabou, tant aux candidats qu'à leurs électeurs. Que ceux qui profitent du pouvoir de création monétaire, que ceux qui vivent de la spéculation - qui s'est développée de façon foudroyante ces derniers temps - que tous ces parasites étouffent la question, c'est logique. Mais que l'immense majorité des gens, qui voient les prodigieuses possibilités d'abondance de notre époque, acceptent que cette abondance soit détruite, freinée, stérilisée, détournée et qu'on puisse leur présenter pareille anomalie comme une nécessité économique, cela dépasse l'entendement ! Comment a-t-on pu mettre dans la tête des gens que pour accéder aux fruits de la production, il fallait absolument les échanger contre des bouts de papier qui n'ont aucune valeur mais que quelques personnes ont (pourquoi ?) le privilège exorbitant de pouvoir fabriquer... et en profiter ?

Pas un candidat à "l'autorité suprême" pour dénoncer l'absurdité d'elle est. Pas un candidat pour démythifier le culte du billet de banque qu'on croit encore "payable au porteur" parce qu'il fut créé en tant que reçu d'une quantité d'or déposée dans une banque. Tout le monde semble avoir oublié que ces billets ont totalement perdu leur valeur le 2 Août 1914 quand fut, tout simplement, déclaré l'inconvertibilité... pour la simple raison qu'on avait émis beaucoup plus de billets, c'est-à-dire de faux résumés (2), qu'il n'y avait d'or en dépôt dans les banques ! Pas un candidat non plus pour dénoncer (3) le rôle abusif du dollar américain dans l'économie de tous les pays du monde : il servit de monnaie internationale parce qu'il avait, lui, gardé sa convertibilité en or. Mais cela n'a plus de raison d'être depuis le 15 Août 1971 : il a alors perdu lui aussi sa convertibilité

Le nerf de la guerre !

parce que les stocks d'or des Etats-Unis étaient tout fait insuffisants pour garantir les avoirs en dollars... Donc depuis, sur les marchés internationaux, comme en France et comme partout, on échange des bouts de papier qui ne représentent absolument rien, mais tout le monde fait comme si... Et personne pour dénoncer cette anomalie, et on continue tous à admettre les "lois" qui découlent de pareilles inepties ?

En fait, on n'échange même plus de ces bouts de papier. On se contente de taper des chiffres sur un clavier d'ordinateur. Les ordres d'achat ou de vente sur n'importe quelle place boursière sont donnés par ce moyen moderne et s'exécutent ainsi en quelques secondes.

Mesure-t-on bien la portée, la puissance, de cette "monnaie matérialisée" ?

Il y a 20 ans, les marchés des capitaux obéissaient encore aux Etats. Les taux de change étaient garantis : le rapport entre les réserves officielles des dix Etats les plus développés et les avoirs privés était de 5 à 1, ce qui donnait aux Etats les moyens de réguler les marchés des changes.

Il y a 10 ans, ce qu'on appelle "les forces du marché" ont commencé à contrecarrer celle des Etats, qui renoncèrent donc à maintenir des taux fixes : les capitaux privés atteignaient 700 milliards de dollars, alors que les réserves officielles, or compris, n'étaient plus que de 200 milliards de dollars. Le rapport était passé de 5 sur 1 à 1 sur 3, donc au détriment des Etats, en faveur du "marché".

Aujourd'hui, ce rapport est de 1 à 10 ! Les banques et les entreprises détiennent plus de 2.400 milliards de dollars. Alors elles peuvent les déplacer à leur gré, les Etats sont débordés : ils n'ont plus aucun pouvoir sur les taux de changes, sur la valeur de leur propre monnaie. Les marchés n'obéissent pas aux Etats, ils leur imposent leur politique. Et les Etats ne peuvent plus contrôler les flux économiques, à commencer par les flux monétaires.

A la lumière de ces faits, on comprend mieux l'impuissance du pouvoir politique. On explique le succès des politiciens soutenus par le monde des affaires (Chirac et consorts) et l'impuissance de toute idéologie allant à l'encontre. Mais on voit surtout où aurait dû se situer le niveau de la réflexion.

Les candidats sont tous passés à côté de l'essentiel.

(1) Beaucoup de lecteurs nous ont écrit "Pourquoi ne vous présentez-vous pas ?" La réponse est simple : nous n'en avons pas les moyens. Ne parlons pas des millions. Il fallait aussi 500 signatures de notables. Que les lecteurs capables de nous assurer ces signatures se fassent connaître. On comptera.

(2) Ainsi les banques sont des faux-monnayeurs ayant pignon sur rue.

(3) Seul F. Mitterrand a parlé, à plusieurs reprises, de ses efforts pour qu'un débat international ait lieu sur cette question monétaire... Que fera-t-il ?